JUIN-JUILLET 2022 N°3

LA REVUE D'ACTUALITÉ DE



L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde

DANS CE NUMÉRO LES RÉDACTRICES DE LA REVUE p.1 ZONE AFRIQUE DU NORD / MOYEN ORIENT p.2 ZONE EUROPE p.5 ZONE AFRIQUE p.12 ZONE ASIE / PACIFIQUE p.13 ZONE AMÉRIQUES p.15

AVANT-PROPOS



Les démantèlements et installations de camps marquent les points forts de cette troisième revue d'actualités bimestrielle de l'Observatoire des Camps de Réfugiés. Nous vous présentons aussi plus de retours positifs sur des initiatives mises en œuvre pour une bonne gouvernance et une bonne prise en compte des besoins des résident-e-s des camps. L'actualité des camps de réfugiés est riche, c'est pourquoi nous vous présentons une sélection non exhaustive des faits marquants survenus dans les camps à travers le monde, réalisée à partir de la documentation publique à laquelle nous avons accès. Ce mois-ci, la revue est plus dense pour vous donner de quoi vous informer à loisir avant notre pause estivale.

Bonne lecture et on se retrouve à la rentrée pour de nouvelles publications !

Marjorie MENSAH, chargée de communication

LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉ



Sophie SPISSER - Zone Asie/Pacifique

De retour en France pour travailler au Festival d'Avignon, après deux années passées au Canada et en Irlande, la trajectoire des femmes et des hommes déracinés par la guerre et la persécution l'interpelle particulièrement c'est pourquoi elle est désireuse de s'investir auprès de O-CR.

Emma KOUYATÉ - Zone Afrique Centrale et de l'Ouest

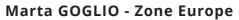
Diplômée d'un Master 2 Droits de l'Homme et Droit humanitaire. Juriste en service civique auprès du service juridique du Centre Primo Levi, centre de soins soutenant les personnes victimes de torture et de violence politique





Sara TRABI - Zone Afrique de l'Est et du Sud

Actuellement en dernière année d'une bi-licence Arabe et Relations Internationales à l'INALCO, elle a travaillé pour plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme dont l'UNICEF et rejoint l'O-CR cette année pour contribuer à l'actualité des camps de réfugié-e-s sur la zone Afrique.



Étudiante en développement international à la PSIA (Paris School of International Affairs) de Sciences Po, spécialisée en étude des migrations. En césure entre son M1 et M2 et travaille actuellement à la Plateforme Citoyenne à Bruxelles dans le dispositif d'accueil des personnes fuyant le conflit ukrainien.





Anjali CLAES - Zone Amériques

Responsable de l'hébergement solidaire chez l'association Réfugiés Bienvenue, diplômée d'un Master en sociologie et anthropologie spécialisée sur les migrations de l'Université de Paris.

Fatima Azzahra SENOUSSI - Zone Afrique du Nord /Moyen Orient

Étudiante en L2 LLCER Moyen-Orient/Maghreb Arabe littéral, parcours Relations Internationales à l'INALCO (Paris 13)



OCR - Revue d'actualité - Juin-Juillet 2022



L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde

Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 22/05/2022

« Des réfugié-e-s syrien-ne-s adolescents au Liban adoptent le cricket comme passe-temps »

Liban. L'ONG Alsama Cricket Club permet depuis 2020 à des dizaines d'adolescents vivant dans le camp de réfugié-e-s de Chatila à Beyrouth, de pratiquer le criquet. En effet, ce sport n'était pas répandu au Liban avant l'arrivée et le développement de cette ONG.

Comme le souligne l'entraîneur de cricket, ce sport est bénéfique pour ces jeunes et leur permet notamment d'avoir un objectif à atteindre pour leur avenir. En mai, un championnat de cricket à Alsama au Liban a été organisé avec la participation du lycée Brummana, un des meilleurs du pays, et les camps de réfugié-e-s de Bekaa, Chatila et Bourj el-Barajneh. Une première dans le pays.



Une jeune syrienne s'entraîne au criquet dans le camp d'Al-Marj au Liban, Andrea Lopez-Tomas pour Al-Monitor



<u>« Teenage Syrian refugees in Lebanon find cricket a welcome distraction »</u>, publié le 22/05/2022 par *Al-Monitor* (site d'information arabo-américain)

23/05/2022

« Première aire de jeux interactive lancée dans le camp de réfugié-e-s d'Azraq »

Jordanie. Avec le soutien de l'UNICEF notamment, Mercy Corps a lancé la première aire de jeux interactive dans le camp de réfugié-e-s d'Azraq, en Jordanie, pour garantir un accès à l'apprentissage équitable, et sensibiliser au handicap et au droit des enfants handicapés à l'éducation.

C'est le premier du genre en Jordanie. Il a pour spécificité d'être uniquement fabriqué à partir de matériaux de récupération, soit à un coût proche de zéro. Les stations de jeux et les équipements de jeux ont tous été créés dans l'atelier d'adaptation du camp, soutenu par l'UNICEF et dirigé par des volontaires syriens.



PLUS D'INFOS ICI



<u>«First interactive playground launched in Azraq Refugee Camp»</u>, publié le 23/05/2022 par *The Jordan Times* (quotidien de langue anglaise basé à Amman en Jordanie)

| 29/05/2022

« Trois Palestiniens blessés lors de la prise d'assaut du camp de réfugié-e-s de Dheisheh par les forces d'occupation israéliennes »

Palestine. Un garçon et deux jeunes hommes ont été blessés suite à une prise d'assaut du camp de réfugié-e-s de Dheisheh, au sud de Bethléem, par les forces d'occupation israéliennes. L'un d'entre eux est dans un état critique.



Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient



PLUS D'INFOS ICI



<u>«Three Palestinians injured as Israeli</u>
<u>Occupation Forces storm Dheisheh refugee</u>
<u>camp »</u>, publié le 29/05/2022 par *Roya News*(média jordanien en ligne couvrant l'actualité internationale)

| 29/05/2022

« Un nouveau centre de santé a été ouvert dans le camp de Kawergosk par le HCR et le GRK »

Irak. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugié-e-s (HCR) et la Direction générale de la santé du gouvernement régional du Kurdistan (GRK) ont inauguré un nouveau centre de soins de santé primaire dans le camp de Kawergosk, près d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien

Il accueillera plus de 20 000 personnes issues de la ville et de ses environs, dont des déplacée-s irakien-ne-s et des réfugié-e-s syrien-ne-s. Le centre de santé a la capacité de prendre 150 à 200 consultations par jour.

La région du Kurdistan accueille le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ce centre comble donc un réel besoin mais d'autres efforts seront nécessaires pour permettre à tou-te-s de jouir de ces services vitaux.



PLUS D'INFOS ICI



« New health center opened in Kawergosk camp by UNHCR and KRG », publié le 29/05/2022 par Kurdistan 24 (station d'information kurde irakienne)

| 31/05/2022

« L'UNRWA s'associe au Japon et à ONU Habitat pour aider les réfugié-e-s palestinien-ne-s à retourner dans le camp de Dera'a en Syrie »

Syrie. Philippe Lazzarini, commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugié-e-s de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), s'est rendu dans le camp de réfugié-e-s de Dera'a, au sud de la Syrie. Il a inauguré une école, un centre de santé et des abris ayant fait l'objet de travaux de réparation.

Cette école et ce centre de santé ont été réhabilités grâce à l'aide financière du gouvernement japonais et de ONU Habitat. Environ 800 élèves pourront se former dans cette enceinte scolaire et le centre de santé propose désormais, des soins mentaux et psychosociaux.

Plus de 40 % des réfugié-e-s palestinien-ne-s vivant en Syrie sont déplacé-e-s à l'intérieur du pays, dont plus de 90 % vivent avec moins de 2 dollars par jour.



PLUS D'INFOS ICI



« UNRWA partners with Japan and UN Habitat to support Palestine refugees returning to Dera'a camp, Syria », publié le 31/05/2022 par l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugié-e-s de Palestine dans le Proche-Orient)



Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient

| 10/06/2022

« La Jordanie laisse entrer l'aide humanitaire dans un camp de réfugiée-s syrien-ne-s »

Jordanie. Après plus de deux ans d'interruption, la Jordanie autorise à nouveau l'entrée d'aide humanitaire dans le camp de Rukban, situé près de la frontière nord-est avec la Syrie. En effet, depuis avril 2020, le pays avait interrompu l'acheminement de l'aide humanitaire, justifiant sa décision par le respect de mesures sanitaires liées au coronavirus.

Ce camp situé en plein dans le désert abrite, selon l'ONU, environ 50 000 Syrien-ne-s, soit environ 10 000 familles. Le gouvernement considère que ce camp peuplé exclusivement de Syriens doit recevoir de l'aide de l'intérieur de la Syrie, et non plus de la Jordanie. Durant la pandémie, sans aide humanitaire, les habitants du camp ont dépendu - et dépendent toujours en grande partie - des passeurs pour obtenir de la nourriture et des médicaments.



PLUS D'INFOS ICI



«<u>Jordan lets humanitarian aid enter Syrian</u> <u>refugee camp</u>», publié le 10/06/2022 par *Arab News* (média saoudien en ligne)

| 16/06/2022

« A court de fonds, l'agence des Nations Unies pour les réfugié-e-s palestinienne-s (UNRWA) fait face à un déficit de 100 millions de dollars »

Palestine. Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, a déclaré lors d'une conférence de presse que l'agence connaît des difficultés financières majeures qui réduisent sa capacité à faire face à la crise des réfugié-e-s palestinien-ne-s. L'UNRWA est fondée en 1948

suite à l'expulsion d'environ 750 000 Palestiniens lors de la création de l'Etat d'Israël. Aujourd'hui 5,7 millions de personnes sont éligibles pour recevoir l'aide de l'UNRWA. Ce manque de ressources vient en grande partie de la coupure des financements américains en 2019 durant le mandat de Donald Trump. Les Etats-Unis étaient le plus grand donateur de l'agence.



PLUS D'INFOS ICI



« Cash-strapped UN agency for Palestinian refugees faces \$100m funding gap », publié le 16/06/2022 par *Middle East Eye* (média en ligne anglophone couvrant la région Maghreb/Moyen-Orient)

| 04/07/2022

«Le gouvernement libanais veut renvoyer des milliers d'exilé-e-s en Syrie»

Liban. Le Liban accueille environ 1 million de réfugié-e-s syrien-ne-s ayant un statut officiel de déplacé-e-s. Ces dernier-e-s sont considéré-e-s par le gouvernement et une partie de la population locale comme un "fardeau" dans un pays souffrant de crises multiples.

Le ministre sortant des Déplacés, Isaam Charafeddine, a indiqué qu'un "plan de l'État libanais" prévoit d'expulser 15.000 déplacé-e-s syrien-ne-s par mois du sol libanais vers la Syrie sur une durée de temps indéterminée. Un comité tripartite avec la Syrie et le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugié-e-s (HCR) sera crée pour garantir un retour de ces réfugiés "de manière digne et sécurisée".

Quelques jours plus tôt, le Premier ministre désigné Nagib Mikati avait menacé d'expulser ces réfugié-e-s, car "la guerre en Syrie est terminée et le pays est sûr".



Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient



PLUS D'INFOS ICI

« <u>Le gouvernement veut rapatrier 15.000</u> <u>réfugié-e-s syrien-ne-s par mois</u>», publié le 04/07/2022 par *L'Orient - Le Jour* (quotidien francophone libanais)

| 05/07/2022

Mort de la journaliste Shireen Abu Akleh au camp de Jénine en Palestine

Palestine. La journaliste palestino-américaine d'Al-Jazeera, Shireen Abou Akleh, a été tuée le 11 mai 2022 alors qu'elle couvrait un des raids de l'armée israélienne au camp palestinien de Jénine. Ce camp de 14 000 résident.e.s a connu une longue histoire d'affrontements avec les forces d'Israël. Assiégé par l'armée en 2002, il avait été dévasté lors de combats au cours desquels 52 Palestiniens et 23 soldats israéliens avaient été tués. Depuis mars 2022, l'armée israélienne y a multiplié les opérations militaires matinales qualifiées de "contre-terrorisme". Les échanges de tirs à balles réelles posent des question de sécurité pour les résident.e.s civiles. L'enquête américaine confirme que les tirs mortels étaient israéliens, tout en précisant qu'il n'y avait "aucune raison de croire que cela était intentionnel". Reporters sans frontières (RSF) dénonce des conclusions floues et appelle à davantage de



transparence.

PLUS D'INFOS ICI



« Les conclusions américaines sur la mort de la journaliste Shireen Abu Akleh déçoivent en Cisjordanie », publié le 05/07/2022 par Le Monde (média français en ligne)

«<u>Mort de Shireen Abu Akleh : "Les conclusions du rapport américain sont incompréhensibles et opaques"</u>», publié le 05/07/2022 par *Reporters sans Frontières* (ONG de protection de la liberté de presse eet des journalistes)

<u>«Dans le camp de Jénine, "ce n'est pas une vie"»</u>, publié le 20/05/2022 par L'Express (journal français d'actualités)

Zone Europe

| 27/05/2022

« Couloirs humanitaires : des exilé-e-s syrien-ne-s provenant de camps au Liban atterrissent en Italie »

Italie. Le 27 mai, 41 exilé-e-s syrien-ne-s ayant vécu de nombreuses années dans des camps de la Vallée Bekka au nord du Liban ou dans des résidences précaires des banlieues de Beirut et de Tripoli ont atterri à Fiumicino dans le cadre d'un couloir humanitaire. Ces derniers mois, ces familles et hommes isolés ont souffert d'une dégradation de leur condition de vie provenant

de la grave crise politique, économique et sociale que traverse actuellement le Liban.



PLUS D'INFOS ICI



« Corridoi umanitari: profughi siriani da Libano atterrati in Italia », publié le 27/05/2022 dans Onultalia (journal italien des Nations Unies)



Zone Europe

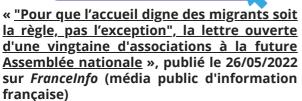
26/05/2022

« "Pour que l'accueil digne des migrants soit la règle, pas l'exception", la lettre ouverte d'une vingtaine d'associations à la future Assemblée nationale »

France. Les signataires interpellent les futur-e-s député-e-s et demandent "des mesures immédiates et durables pour l'accueil des personnes exilées". "Toutes les personnes exilées doivent pouvoir bénéficier de conditions d'accueil à la hauteur de leurs besoins de protection", écrivent-ils. Ils exigent notamment que la future Assemblée nationale vote en urgence l'augmentation de la capacité du parc d'hébergement de plusieurs dizaines de milliers de places en France, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle intégrant les perspectives d'évolution de la demande d'asile.



PLUS D'INFOS ICI



|25/05/2022

« Après une fusillade meurtrière, les autorités françaises démantèlent un campement de 500 personnes à Loon Plage »

France. Les forces de l'ordre ont procédé mercredi 25 mai au démantèlement du campement de Grande-Synthe, dans le Nord, où vivaient près de 500 migrant-e-s.

Depuis le dimanche précédent, des affrontements violents à l'arme lourde avaient eu lieu dans la zone. Un exilé est mort tué par balles et plusieurs autres ont été blessés. Interrogé sur la piste de règlements de comptes entre passeurs dans ce campement, le procureur de Dunkerque, Sébastien Piève a estimé que cela constituait « une hypothèse, mais pas facile à établir ». « Il est certain qu'il y a un arrière-plan de trafic d'êtres humains », a-t-il ajouté.



PLUS D'INFOS ICI



- « <u>Après une fusillade meurtrière, les autorités françaises démantèlent un campement de 500 personnes à Grande-Synthe</u> », publié le 25/05/2022 dans *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)
- « <u>Dans le Nord, démantèlement d'un camp</u> <u>de migrants après des affrontements ayant fait un mort</u> », publié le 25/05/2022 sur *Le Télégramme* (quotidien régional français de Bretagne).

|01/05/2022

Des personnes exilées agressées dans un campement du nord de Paris

France. Plusieurs hommes ont blessé dimanche au moins deux personnes exilées vivant dans un campement informel de la porte de Clignancourt, dans le nord de Paris. C'est la troisième fois en quelques jours que les habitant-e-s de ce camp sont la cible d'attaques. La majorité des occupant-e-s sont des mineurs étranger-e-s en recours.



Zone Europe

Utopia 56 réclame la mise à l'abri des exilé-e-s par la préfecture, ou l'ouverture en urgence d'un gymnase par la mairie de Paris afin d'héberger les personnes exilées le temps qu'une solution plus pérenne soit trouvée par les autorités.



PLUS D'INFOS ICI



«<u>"La prochaine fois, on tire dans le tas"</u>: des migrants agressés dans un camp du nord de Paris », publié le 02/05/2022 sur *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

03/05/2022

Quelques heures après l'évacuation du campement, une vingtaine de jeunes de retour à la rue

France. Suite à l'évacuation du campement à Porte de Clignancourt, une vingtaine de jeunes ont été renvoyé-e-s d'un centre d'accueil des Hauts-de-Seine, à peine arrivé-e-s. En effet, en attente de la reconnaissance de leur minorité, aucun d'eux ne souhaite déposer un dossier d'asile. "Le personnel leur a dit qu'il fallait demander l'asile pour pouvoir rester dans la structure. Alors, on les a renvoyés avec un document notifiant une fin de prise en charge", explique Océane Marache, coordinatrice d'Utopia 56 à Paris. En attendant leur appel auprès du tribunal pour enfants - qui peut durer entre six et 18 mois - les jeunes considérés comme majeurs par les autorités ne sont pas hébergés par les départements et se retrouvent le plus souvent à la rue.



PLUS D'INFOS ICI



« Paris : quelques heures après l'évacuation d'un camp de migrants, une vingtaine de jeunes de retour à la rue », publié le 03/05/2022 par *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s).

30/05/2022

Un campement place de la Bastille et une tribune pour alerter sur le sort des mineur-e-s à la rue

France. Un campement de mineur-e-s isolé-e-s a vu le jour, samedi 28 mai, place de la Bastille, à Paris. L'association Utopia 56, à l'origine de l'événement, entend alerter sur la situation des jeunes non reconnu-e-s mineur-e-s et qui, dans l'attente du résultat de leur recours en justice, sont sans solution d'hébergement. Quelques jours plus tôt, une tribune de 63 associations et collectifs demandaient aux responsables institutionnel-le-s actuel-le-s et aux candidat-e-s aux futures élections législatives de s'engager pour que soient respectés et appliqués : - la mise à l'abri immédiate de tout-e jeune isolé-e se présentant comme mineur-e, dans les dispositifs de droit commun de la protection de l'enfance; la reconnaissance et le respect de la présomption de minorité; le respect du droit des mineur-e-s à bénéficier d'une prise en charge globale et adaptée leur permettant d'accéder à l'ensemble de leurs droits fondamentaux, le maintien de la prise en charge au-delà de 18 ans si la situation l'exige et l'obtention d'un titre de séjour pour les mineure-s isolé-e-s étranger-e-s qui passe par la nonremise en cause de leur identité.



Zone Europe



PLUS D'INFOS ICI



- « À Paris, Utopia 56 installe un campement pour alerter sur le sort des mineurs en publié recours», le 30/05/2022 InfoMigrants (site d'information destiné aux migrant-e-s).
- « Tribune de 63 associations et collectifs : Mineures et mineurs en danger à la rue, il est urgent de les protéger ! », publié le 21/05/2022 sur le site d'Utopia 56.



PLUS D'INFOS ICI



- « Rapport Annuel 2021 » publié le 07/06/2022 sur le site de Human Rights Observers (organe indépendant d'observation dénonçant les violences d'Etat).
- « En 2021, plus de 1 200 expulsions de campements ont été recensées à Calais » publié le 07/06/2022 sur InfoMigrants (site d'information destiné aux migrant-e-s).

07/06/2022

«En 2021, plus de 1 200 expulsions de campements ont été recensées à **Calais**»

France. Dans son rapport annuel paru mardi, le collectif Human Rights Observers (HRO) a recensé l'an dernier 1226 expulsions de campements de personnes exilées pour la seule ville de Calais, dans le nord de la France, soit une moyenne de 25 démantèlements par semaine. Par ailleurs, HRO remarque que les débouchent évacuations de camps ne généralement sur aucune prise en charge des personnes concernées. En 2021, seulement 1,2% des expulsions ont été suivies de "mise à l'abri" effective. Dans son rapport, HRO dénonce une logique sécuritaire et non humanitaire dans la manière dont les autorités traitent les exilé-e-s. Cette politique migratoire menée depuis des années prône l'absence de "points de fixation" et essaye par tous les d'éviter la (re)formation campements. Le rapport de HRO montre que cette vision est vouée à l'échec et ne produit pas le résultat escompté par les autorités.



Démantèlement d'un lieu de vie à Calais Human Rights Observers



DANS SON RAPPORT, HRO DÉNONCE UNE LOGIOUE SÉCURITAIRE ET NON HUMANITAIRE DANS LA MANIÈRE DONT LES AUTORITÉS TRAITENT LES EXILÉ-E-S.





Zone Europe

« Le défi de l'allaitement dans les camps »

27/05/2022

Grèce. Manque de soutien, d'informations et difficultés à produire du lait maternel : dans le camp de Mavrovouni sur l'île grecque de Lesbos, des ONG tentent d'aider de jeunes mères qui le souhaitent à allaiter leurs nouveau-nés. Si l'allaitement n'est pas pratiqué par beaucoup de femmes dans le monde, les sages-femmes le recommandent vivement, notamment pour celles vivant dans les camps. "Dans les situations d'urgence où les conditions sanitaires sont mauvaises et où l'on manque de soins de santé, le risque auquel sont exposés les nourrissons qui dépendent des préparations de lait infantile est encore plus élevé."



« <u>Le défi de l'allaitement dans les camps de migrants</u> », publié le 27/05/2022 sur *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s).

18/05/2022

« Le manque d'eau courante au camp de Samos »

Grèce. Depuis le 6 mai, les habitant-e-s du camp de Samos vivent sans eau courante. L'OMS estime que 20 litres d'eau par personne et par jour sont nécessaires pour couvrir les besoins essentiels ; et les habitants n'ont accès qu'à 4.5 litres. Le ministère de l'immigration justifie cela par la rupture des pompes à eau. Cependant, les différentes associations présentes sur le camp dénoncent l'accumulation de problèmes depuis son ouverture : coupures d'électricité, inondations, etc.

Il était pourtant perçu comme un modèle idéal de hotspot lors de son ouverture en septembre 2021. L'Union Européenne avait transféré 276 millions d'euros à la Grèce pour construire de nouveaux camps, dont 43 millions furent alloués à la construction du camp de Samos. Une grande partie du budget a servi à financer les caméras de surveillance, les barrières, et tout autres systèmes de sécurité négligeant les besoins essentiels des habitant-e-s.



« <u>Greece: Migrants at Samos camp without running water</u>», publié le 18/05/22 sur *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

07/06/2022

« Prison confirmée pour deux Afghans condamnés pour l'incendie du camp de Moria »

Grèce. Deux demandeurs d'asile afghans de 18 ans, reconnus coupables d'avoir mis le feu au camp de Moria en septembre 2020, ont été condamnés mardi à quatre ans de prison par la Cour d'appel pour mineurs de l'île grecque de Lesbos. Leur avocate Vicky Angelidou a estimé, à la fin de l'audience, que cette peine "aurait dû être réduite de moitié" en raison d'un "manque flagrant de preuves crédibles présentées contre eux". Elle a déploré, auprès de l'AFP, qu'aucune circonstance atténuante n'ait été retenue pour leur jeune âge.



«<u>Prison confirmée pour deux Afghans condamnés pour l'incendie du camp de Moria</u>», publié le 07/06/22 sur *L'Orient - Le Jour* (quotidien francophone libanais).



Zone Europe

31/05/2022

« Dans le camp grec de Nea Kavala, des migrants toujours sous la menace de la faim »

Grèce. Depuis plusieurs mois, de nombreuses personnes exilées du campement grec de Nea Kavala, non loin de la frontière macédonienne, n'ont plus accès à la nourriture. C'est le cas de Marie, une mère de famille congolaise et de son fils de 7 ans. Comme toutes les personnes ayant obtenu le statut de réfugié et celles dont la demande d'asile a été rejetée, elle et son enfant ont été exclu-e-s du dispositif alimentaire. Régularisée mais sans revenus, en attente de son titre de séjour (et de son passeport), elle n'a pas d'autre choix que de rester dans le camp avec son garçon. Témoignage.



PLUS D'INFOS ICI



« "Je dépends des autres pour faire manger mon fils" : dans le camp grec de Nea Kavala, des migrants toujours sous la menace de la faim» publié le 31/05/2022 sur *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s).

09/06/2022

« "C'est le pire endroit possible": à Lesbos, le futur camp d'exilé-e-s attise la peur du feu »

Grèce. Au cœur de l'île grecque de Lesbos, la construction d'un nouveau camp d'exilé-e-s a commencé aux abords d'une épaisse pinède, malgré l'opposition des habitants qui redoutent les risques d'incendie. C'est le pire endroit possible pour construire le camp", abonde Yiorgos Dinos, chef du syndicat des pompiers de la région.

"Si un incendie se déclare là-bas, il brûlera la moitié de l'île", dit-il à l'AFP. Le tristement célèbre camp de Moria, entièrement ravagé par les flammes en septembre 2020, abritait plus de 10.000 personnes avant sa destruction. Sans faire de victimes, le sinistre a laissé les demandeureuse-s d'asile sans abri pendant plusieurs jours.



PLUS D'INFOS ICI



« "C'est le pire endroit possible" : à Lesbos, le futur camp de migrants attise la peur du feu », publié le 09/06/2022 dans Nice Matin (quotidien d'informations du Sud-Est)

| 06/04/2022

La Turquie convoque l'ambassadeur grec pour cause de terrorisme notamment dans le camp de Lavrio

Grèce. La Turquie a convoqué l'ambassadeur de Grèce à Ankara, Christodoulos Lazaris, au ministère des Affaires étrangères pour l'attitude de la Grèce à l'égard des groupes terroristes, a rapporté l'agence étatique Anadolu en citant des sources diplomatiques. Elle reproche à la Grèce d'être un pays dans lequel les organismes terroristes peuvent facilement mettre en place des systèmes de propagande, de financement et de recrutement. L'ambassadeur s'est également vu reprocher son laxisme face au camp de Lavrio proche d'Athènes qui serait devenu "une base terroriste semblable aux camps du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Irak et en Syrie".



PLUS D'INFOS ICI



« Turkey summons Greek ambassador over terrorism », publié le 04/06/2022 dans Ahval (Site d'information en ligne financé par les Emirats réalisant des reportages sur la Turquie).



Zone Europe

09/05/2022

« MSF appelle à mettre fin à la "détention arbitraire" de plus de 2 500 personnes exilées »

Lituanie. Dans un communiqué publié vendredi, Médecins sans frontières s'est dit "extrêmement préoccupé" par la détention arbitraire en Lituanie de plus de 2 500 personnes exilées, neuf mois après avoir franchi la frontière avec la Biélorussie. Les "conditions inhumaines" dans lesquelles sont retenus les exilé-e-s et le manque de "procédure d'asile équitable" provoquent chez eux une "détresse psychique et mentale", insiste l'ONG médicale. Les demandeur-euse-s d'asile font régulièrement état de violences, d'intimidation et de racisme.



PLUS D'INFOS ICI



« <u>Lituanie</u>: <u>MSF appelle à mettre fin à la "détention arbitraire" de plus de 2 500 migrants</u> » publié le 09/05/2022 sur *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s).

| 25/06/2022

« Les personnes exilées roms en provenance d'Ukraine victimes de discrimination »

Europe. Bien que la plupart des pays européens se soient montrés accueillant face à l'arrivée des exilé-e-s ukrainien-ne-s, la minorité rom, très présente en Ukraine, est victime d'un traitement discriminatoire. En Moldavie, les autorités gouvernementales auraient influencé et, dans certaines situations, explicitement incité le staff et les volontaires à refuser d'héberger les personnes roms dans des centres d'accueil gérés

par l'État. En République Tchèque, le gouvernement a ouvert un campement dans la périphérie de Prague dédié uniquement aux personnes Rom et dont l'accès aux journalistes est interdit. D'après Hana Nguyen, membre d'une association d'aide aux personnes exilées en République Tchèque, ces faits résultent d'une forte xénophobie institutionnelle. Bien que défenseur d'une politique d'accueil pour les personnes ukrainiennes, le président Tchèque déclarait effectivement qu'il ne traiterait pas de manière similaire les réfugié-e-s roms provenant d'Ukraine car ils s'apparentaient davantage à des réfugié-e-s économiques.



PLUS D'INFOS ICI



<u>« Moldova: Romani Refugees from Ukraine Face Segregation</u> », publié le 25/06/2022 dans *Human Rights Watch* (organisation non gouvernementale internationale).

« Roma refugees from Ukraine face Czech xenophobia » publié le 17/06/2022 dans *EU Observer* (média en ligne à propos de l'Union Européenne).



Personnes exilées Roms en provenance d'Ukraine dans la station de Prague.

William Nattrass pour le EU Observer.)



Zone Afrique

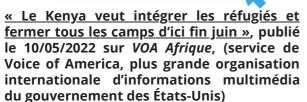
10/05/2022

Le Kenya, précurseur d'alternatives à l'encampement ?

Kenya. Le pays abrite un demi-million de réfugié.ées qui, jusqu'à présent, résidaient dans les camps et devaient faire face à un certain nombre d'obstacles pour accéder à l'emploi et à l'éducation. En 2021, le gouvernement a adopté une loi ayant pour objectif la fermeture de tous les camps du pays et l'intégration des réfugié.ées dans la société kenyane, par la suppression de procédures discriminantes. Si cette loi tend à supprimer une politique selon laquelle les réfugié.ées aspireraient seulement à vivre dans des camps, d'importants efforts restent à faire pour sensibiliser et informer les réfugié.ées quant aux nouvelles perspectives qui s'offrent à eux.



PLUS D'INFOS ICI



| 10/05/2022

«Les massacres de civil-e-s se poursuivent dans les camp de déplacée-s en RDC »

RDC. Les semaines passent et se ressemblent dans les camps de déplacé-e-s internes en Ituri. Au début du mois de mai, 14 civil-e-s ont de nouveau été tué-e-s dans le camp de Lodda dans le territoire Djugu. Parmi les victimes on dénombre une majorité d'enfants, 9, attaqué-e-s

à la machette. Les miliciens du groupe armé de la CODECO sont les principaux suspects de ce massacre. Amnesty international soulève l'inefficacité de l'état de siège mis en place dans la province depuis le 6 mai 2021, qui a pour seule conséquence jusqu'à présent « d'entraîner de nouvelles atteintes aux libertés fondamentales des personnes [...] ».



PLUS D'INFOS ICI



« Nouveau massacre de civils dans un camp de déplacés en RDC », publié le 10/05/2022 sur VOA Afrique, (service de Voice of America, plus grande organisation internationale d'informations multimédia du gouvernement des États-Unis)

| 27/05/2022

"Niger: Mort d'un Soudanais dans le centre du HCR d'Agadez après des affrontements avec la police"

Niger. Le centre du HCR ouvert en 2017, situé à une dizaine de km d'Agadez au nord du Niger, abrite actuellement 800 soudanais-e-s. La plupart sont arrivé-e-s dans le centre après avoir été renvoyé-e-s d'Algérie ou de Libye et espèrent une réinstallation en Europe.

Dans ce contexte, le 25 mai 2022, un soudanais a trouvé la mort lors de violents affrontements entre réfugié-e-s et forces de l'ordre. Les circonstances de sa mort restent encore floues et une enquête est en cours afin de déterminer si le jeune homme a été tué par un tir de la police ou par un jet de pierres provenant éventuellement des exilé-e-s. Selon Jean-Sébastien Josset, chargé de communication pour le HCR au Niger: "[...] Les résidents sont



Zone Afrique

choqués, les équipes du HCR sont effondrées."



PLUS D'INFOS ICI



« Niger : mort d'un Soudanais dans le centre du HCR d'Agadez après des affrontements avec la police », publié le 27/05/2022 sur *InfoMigrants* (site d'information destiné aux migrant-e-s)

« Mort d'un Soudanais lors d'une manifestation de demandeurs d'asile au Niger », publié le 27/05/2022 sur sur VOA Afrique, (service de Voice of America, plus grande organisation internationale d'informations multimédia du gouvernement des États-Unis)

le camp, évoquant les raisons qui les ont poussé-e-s à quitter leurs terres, s'intéressant à leurs conditions de vie sur le camp et plus particulièrement, à la faim, « compagne d'infortune des réfugié-e-s camerounais ». En effet, face au besoin croissant dans la région et sur le camp, les rations du PAM s'amoindrissent inexorablement, laissant hommes, femmes et enfants dans une profonde détresse.

parcours d'hommes et femmes réfugié-e-s dans

NOS HOMMES ONT DÛ PARTIR ET RISQUENT LEUR VIE POUR ALLER CHERCHER DE LA NOURRITURE AU CAMEROUN



Anita, exilée et volontaire référente santé de sa communauté

| 24/05/2022

"Au camp de Kalambari, la faim, compagne d'infortune des réfugié-e-s camerounais"

Tchad. Situé à une dizaine de kilomètres au sud de N'Djamena, le camp de Kalambari, créé en août 2021, abrite 13 communautés venues du Nord Cameroun ayant fui les affrontements sanglants qui s'y déroulent.

Dans cet article, Laureline Savoye, retrace le



PLUS D'INFOS ICI



« Tchad : au camp de Kalambari, la faim, compagne d'infortune des réfugié-e-s camerounais-e-s », publié le 24/05/2022 sur Le Monde (média français d'information générale)

Zone Asie / Pacifique

26/05/2022

Des ateliers de formations pour les jeunes réfugié-e-s.

Bangladesh. Dans le camp de Cox's Bazar, qui accueille près d'un million de réfugié-e-s Rohingyas ayant fui les violences et les persécutions au Myanmar, des clubs de formation informels sont mis en place pour pallier le manque d'accès à l'éducation des jeunes. Bien que 50% des réfugié-e-s soient en

âge d'être scolarisé-e-s, très peu le sont.



PLUS D'INFOS ICI



« Des ateliers de formation donnent l'occasion aux jeunes réfugié-e-s rohingyas d'acquérir des compétences et de s'épanouir », publié le 26/05/2022 par l'Agence des Nations Unies pour les réfugié-e-s (Organisation internationale dépendante des Nations Unies)



Zone Asie / Pacifique

| 21/04/2022

6 morts lors d'une évasion d'un centre de détention en Malaisie.

Malaisie. De nombreux réfugié-e-s rohingyas arrivant en Malaisie (pays n'ayant pas signé la convention des Nations Unies sur les réfugié-e-s) sont capturés et envoyés dans des centres de détention. Environ 500 réfugié-e-s ont tenté de s'évader du dépôt temporaire d'immigration de Sungai Bakap (Penang) en avril dernier, six ont été tués sur une autoroute, parmi eux deux enfants.



PLUS D'INFOS ICI



« Malaisie : des centaines de Rohingyas se sont évadés mercredi d'un centre de détention, six morts - HCR », publié le 21/04/2022 sur ONU info (média d'information des Nations Unies)



09/06/2022

La visite d'un officiel américain dans un camp de réfugié-e-s tibétains à Kathmandu interroge le positionnement géopolitique du Népal sur l'accueil des réfugié-e-s à Cox's Bazar.

Népal. Le 20 mai dernier Uzra Zeya, soussecrétaire d'État à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits de l'homme et conseillère spéciale de sur la question tibétaine dans l'administration Biden, a visité un camp de réfugié-e-s tibétains de Kathmandu, au Népal, lors d'une tournée officielle dans le pays. La Chine a émis des réserves quant à cette visite. Le Népal se défend de ne pas avoir été prévenu. Cette visite met en lumière la délicate position du Népal, pris aux pièges entre les intérêts états-uniens et chinois, sur la question de l'accueil des réfugié-e-s.



PLUS D'INFOS ICI



« Nepal Is Caught Between the US and China on Tibetan Refugee Issue », publié le 9 juin 2022 sur Le Diplomate (magazine numérique basé aux États-Unis spécialisé dans l'actualité de la région Asie-Pacifique)





Zone Amériques

| 24/03/2022

Construction d'un centre d'hébergement pour les réfugié-e-s au Méxique

Mexique, Reynosa. De l'autre côté de la frontière de McAllen au Texas, plusieurs milliers de réfugié-e-s attendent de pouvoir traverser la frontière. Un campement informel de 2000 à 3000 personnes s'est établi sur la voie publique depuis un an. Pour soutenir ces personnes, la construction d'un centre d'hébergement a été entreprise. Elle est aujourd'hui presque terminée. Il aura une capacité d'accueil de 3500 places.



« <u>Crews rush to complete shelter as Mexican authorities threaten to get migrants off Reynosa Plaza</u> », publié le 24/03/2022 dans *Border Report* (média américain privé)

07/04/2022

La police intervient suite à l'occupation indigène du parc national à Bogotá

Colombie, Bogotá. Depuis septembre 2021, entre 1300 et 1500 personnes indigènes occupent le Parc National à Bogotá, ville capitale de la Colombie. Parmi les occupants, on compte au moins 500 enfants, dont la moitié faisant partie de la communauté Emberá Katío. Ces personnes fuient la violence des groupes armés qui contrôlent les régions rurales du pays. Le

7 avril, les forces de l'ordre sont intervenues à l'occasion une manifestation des occupant-e-s et ont fini par utiliser le gaz lacrymogène entre autres formes de répression. La ville a libéré des lieux d'accueil pour les occupant-e-s et a offert de les aider à rentrer dans leur région.



« Se reportan enfrentamientos entre indígenas y el ESMAD en el parque nacional de Bogotá », publié le 07/04/2022 dans El Espectador (journal quotidien colombien privé)

| 31/03/2022

Fin du Title 42, loi facilitant l'expulsion des réfugié-e-s aux Etats-Unis créée pendant la pandémie

Etats-Unis. Une loi mise en place aux Etats-Unis au début de la pandémie pour contrôler les traversées de la frontière a été déclarée nulle fin mars. Sous prétexte du contrôle de la situation sanitaire, le Title 42 a permis d'expulser 1,7 million de réfugié-e-s ces deux dernières années sans respecter leur droit à l'asile. Le président Biden compte arrêter progressivement l'application de cette loi suite à la pression de militant-e-s, de membres de son parti Démocrate au Sénat et à la Maison des Représentant-e-s, et d'une décision de la cour d'appel à Washington D.C.



Zone Amériques

27/05/2022

Un deuxième campement important de de haïtien-ne-s s'érige

Tijuana, Mexique. Dans le quartier Pedregal de San Julia à Tijuana au Mexique, entre 179 et 300 personnes haïtiennes sont installées dans un campement de tentes géré par l'archidiocèse de Tijuana. Parfois appelé "Petit Haiti", c'est le second campement situé à l'Eglise los Ambajadores de Jésus au Cañon de Alacrán, à Tijuana. Les 1660 occupants restent en moyenne six mois avant de tenter le passage de frontière aux Etats Unis, le campement étant situé à 30 minutes de San Ysidro en Californie. Le Nouveau Haiti a notamment accueilli de nouveaux arrivants suite au démantèlement du campement El Chaparral en février, qui a entraîné le déplacement de 381 personnes.



«<u>Habitan 179 personas en Segunda Haití de</u> <u>Tijuana</u>», publié le 27/05/2022 dans *El Imparcial* (Quotidien local privé mexicain)





L'entrée du Cañon de Alacrán. Pancarte "Petit Haiti Cité de Dieu" et "Si tu ne vis pas ici tu ne peux pas rentrer. Merci pour ta compréhension." Cecilia Mendoza pour Vox de America

24/05/2022

Un camp établi pour accueillir les ukrainien-ne-s à fermé à Mexico

Mexico, Méxique. Depuis début avril, United with Ukraine, en collaboration avec le gouvernement méxicain, a installé une auberge à Ciudad de Mexico, capitale du Mexique, permettant d'accueillir jusqu'à 1000 personnes ukrainiennes. Aujourd'hui, 120 personnes y résident encore et parmi elles, 98% remplissent les conditions d'entrée aux Etats-Unis. C'est pourquoi le camp va fermer ses portes. L'action de United with Ukraine a permis de désengorger les campements à Tijuana à la frontière, où 190 personnes y vivaient le 24 mai dernier, contre 2000 en fin mars.



Zone Amériques



PLUS D'INFOS ICI



« Ukrainian refugee camp in Mexico's capital to close », publié le 24/05/2022 dans AP News (groupement indépendant international de presse)



Une famille dans les couloirs de l'occupation au Parc National, Bogotá. Ivan Valencia pour El Pais.

09/05/22

L'occupation du parc national de Bogotá prend fin

Bogotá, Colombie. Un accord entre les groupes indigènes et le gouvernement marque la fin de 8 mois d'occupation du Parc National à Bogotá. Au moins 15 groupes indigènes différents sont représentés dans les 2 000 occupant-e-s. Contraint-e-s à quitter leurs villages d'origine à cause des conflits armés, puis sans ressources pour reconstruire, ils ont négocié de l'aide financière ainsi que de la représentation politique et la souveraineté dans la reconstruction de leurs villages.



PLUS D'INFOS ICI



« <u>Los 2 000 indígenas del Parque Nacional llegan a un acuerdo con el Gobierno para volver a sus territorios</u> », publié le 09/05/2022 dans *El País* (quotidien privé espagnol)

RETROUVEZ-NOUS SUR

NOS RÉSEAUX SOCIAUX



@obsrefugies



Observatoire des Camps de Réfugiés



<u>@ObsRefugies</u>



Observatoire des Camps de Réfugiés

NOTRE SITE INTERNET



Observatoire des Camps de Réfugiés